

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 24/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TERRENA

La Boule d'Or
44140 Le Bignon

Références : N2-2024-766
Code AIOT : 0006302108

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/07/2024 dans l'établissement TERRENA implanté La Boule d'Or 44140 Le Bignon. L'inspection a été annoncée le 27/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRENA
- La Boule d'Or 44140 Le Bignon
- Code AIOT : 0006302108
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est un silo de stockage de céréales. Il est constitué d'un silo vertical de 15 130 m³, d'un silo vertical de 1 333 m³, d'un silo plat de 13 333 m³, de plusieurs boisseaux, d'un séchoir et de deux tours de manutention.

Contexte de l'inspection :

- Récolement de mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Récolement APMD du 15 juin 2023	AP de Mise en Demeure du 15/06/2023, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection permet de proposer la levée de la mise en demeure du 15/06/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement APMD du 15 juin 2023

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : La société TERRENA, exploitant une installation de stockage et de séchage de céréales sise au lieu-dit « La Boule d'Or » sur le territoire de la commune du BIGNON, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié en installant les dispositifs de protection contre la foudre et en mettant en place les mesures de prévention associées, conformément à son étude technique foudre du 24 février 2020, dans un délai de 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté.
Constats : <u>Rappel des constats du 21/04/2023 :</u> L'exploitant a transmis les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• La révision de l'analyse du risque foudre (ARF) du site en date du 14/12/2016, incluant la partie photovoltaïque ;• Le rapport de vérification complète de l'installation de protection contre la foudre des silos de stockage et du séchoir, en date du 20/12/2021 ;• Le rapport de vérification visuelle de l'installation de protection contre la foudre des silos de stockage et du séchoir, en date du 28/09/2022. L'installation de protection contre la foudre du site a fait l'objet d'une étude technique foudre référencée RGC 24904 mise à jour le 24/02/2020, afin de prendre en compte l'installation photovoltaïque. Le rapport de vérification de l'installation de protection contre la foudre de 2021 relève 6 non conformités, reprises dans le rapport de 2022, faute de travaux réalisés. À la date de la visite, les travaux de mise en conformité de l'installation de protection contre la foudre, conformément à l'étude technique de 2020, ne sont toujours pas réalisés. L'installation de protection foudre en place est donc non conforme et doit faire rapidement l'objet de travaux de mise en conformité. À noter que les justificatifs de réalisation des travaux de mise en conformité étaient déjà demandés suite à la visite du 28/05/2020. <u>Constats du 02/07/2024 :</u> La visite du 02/07/2024 a pour objet de vérifier la mise en conformité des installations de protection contre la foudre, conformément au rapport de vérification du 28/09/2022. Les anomalies ou non conformités listées dans le rapport de vérification sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Observations 1 à 4 et observation 6 : les anomalies concernent le système de protection contre les coups de foudre directs (paratonnerre, descentes, prises de terre, équipotentialité, compteur de coup de foudre). Conformément à l'étude technique foudre, l'exploitant a fait déposer l'ensemble des dispositifs de protection directs (paratonnerre plus descentes). Ces points ont été vérifiés sur place. Ces anomalies sont donc soldées.• Observations 5 et 7 : Installation de parafoudre (TGBT, réseau photovoltaïque et réseau de communication). Lors de la visite, ces parafoudres n'étaient pas installés, mais la commande était passée pour une intervention le 23 juillet 2024 (bon de commande signé transmis à l'inspection). Au 23/07/2024, l'exploitant a transmis les photos des parafoudres installés. Pour ce qui est de la protection des réseaux de communication, le prestataire INDELEC a indiqué la non nécessité d'en installer du fait que la centrale VESDA était située à moins de 10 m des parafoudres présents au niveau du TGBT.

Afin de bien prendre en compte la non nécessité de protection des réseaux de communication tel que mentionné par INDELEC, l'exploitant doit mettre à jour son étude technique foudre et mettre à jour également sa notice de vérification.

Les travaux réalisés permettent néanmoins de répondre à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/06/2023. L'inspection propose à M. Le Préfet d'abroger cet arrêté.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure